

Toute ressemblance avec des personnes ayant existé n'est... pas forte. La tentation est forte de sourire et d'imaginer Kad Merad adapter son rôle dans la série télévisée *Baron noir* au personnage de Jean-Michel Blanquer. Dans un épisode, l'acteur, hiérarchie socialiste du Nord, joue au grand frère qui chaperonne un responsable étudiant, lui explique comment tenir une AG, entraîner l'adhésion, tirer les ficelles d'un vote. Il lui explique la vie... politique. Un rôle inspiré de situations réelles. Julien Dray ayant dans les années 90 joué ce rôle auprès de l'Unef-ID. Cette histoire, le scénariste de la série, Eric Benzekri, la connaît par cœur, puisqu'il militait à l'époque dans le syndicat étudiant. Blanquer, comme le révèle notre enquête, postule donc au même rôle, avec cette fois l'instrumentalisation d'un syndicat lycéen, monté de toutes pièces pour être à sa main. Si le parallélisme est tentant, il existe des différences. Dray était un cadre militant d'un parti politique. Blanquer exerce, lui, des fonctions ministérielles. Bien sûr, il n'apparaît pas en première ligne dans cette tambouille. Mais on a peine à croire qu'il pouvait ignorer les manœuvres du directeur de la Direction générale de l'enseignement scolaire. Sorte de bras droit du ministre, ce haut fonctionnaire est mis en cause pour avoir piloté une opération de manipulation de lycéens. Des recteurs auraient aussi trempé dans la magouille. Autrement dit, c'est l'appareil d'Etat, Rue de Grenelle ou dans les administrations déconcentrées, qui a été mis au service d'une instrumentalisation partisane. Le ministre a refusé de s'en expliquer auprès de *Libération*. Dommage. Outre ce mélange d'un mauvais genre, notre enquête souligne deux autres choses. D'abord, ce vide sidéral en termes de relais d'opinion dont disposent Emmanuel Macron, la majorité et LREM pour soutenir leur politique. Elle confirme ensuite un défaut persistant de la macronie : l'amateurisme. ▶

Avenir lycéen, un syndicat modèle modelé pour Blanquer

Après les révélations de «Mediapart» sur des dérives financières, «Libération» a interrogé d'anciens adhérents de l'organisation lycéenne. Ils décrivent comment la structure, officiellement apolitique, a été créée fin 2018 et pilotée depuis la Rue de Grenelle pour servir les intérêts du ministère et contrecarrer la mobilisation contre la réforme du bac.

ENQUÊTE

Par
CHARLES DELOUCHE-BERTOLASI
et **MARIE PIQUEMAL**

Ces derniers jours, sa rancœur a atteint un nouveau palier. Un mélange d'aigreur, de colère et de désillusion. «C'est dégueulasse. On nous a utilisés, brossés dans le sens du poil en nous filant plein d'argent. Sans contrôle, encadrement, ni rien. Et aujourd'hui, des mineurs sont suspectés de détournement de fonds. Cette histoire est folle.» Clairanne Dufour, l'une des fondateures d'Avenir lycéen, une organisation lycéenne peu connue qui revendique 400 adhérents, avait pourtant fait un long travail sur elle-même, pour couper, s'éloigner de tout ça. Plusieurs de ses camarades de l'époque ont fait de même, «dégoutés de voir comment les choses se passent en vrai». Avec cette douloureuse prise de conscience, «quand tu mesures que tu as été instrumentalisé», Les récentes révélations de Mediapart les ont

tous fait replonger. La semaine dernière, le site d'investigation démontre, relevés bancaires à l'appui, la façon dont cette structure, officiellement apolitique, a touché 65 000 euros de subventions publiques du ministère en 2019 pour organiser un congrès qui n'a jamais eu lieu, préférant flamber l'argent en bouteilles de champagne, chambres d'hôtel à 300 euros et autres régaliades... Le cabinet du ministre, alerté cet été selon le site, a laissé faire, en leur accordant même 30 000 euros supplémentaires pour 2020.

Premiers blocus

Après la publication de l'enquête de *Mediapart*, le ministère de l'Education a pédalé dans la semoule pour se justifier, lançant une enquête administrative avec l'espoir d'enterrir l'affaire. Raté. *Libération* s'est procuré d'autres pièces du puzzle, et nous sommes en mesure de démontrer comment l'idée de créer cette organisation lycéenne a germé Rue de Grenelle, dans l'entourage proche de Jean-Michel Blanquer, pour

servir la communication du ministre, et surtout rompre tout dialogue avec les syndicats lycéens. Retour en décembre 2018. A l'époque, le mouvement des gilets jaunes est à son apogée et la mobilisation gagne les lycées. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale depuis plus d'un an, découvre ses premiers blocus. Il n'est pas habitué à la contestation, jusqu'ici ses réformes passent comme des lettres à la Poste, à l'image de *Parcoursup*. Il est aidé aussi par un alignement des planètes : l'Unef, syndicat étudiant englué dans des scandales internes, est hors-service. Mals à l'approche de l'hiver 2018, la situation se complique pour le ministre. Sa réforme du bac chamboule l'organisation des lycées. Un peu partout, des profs rallient les cortèges des gilets jaunes. Des lycéens leur emboîtent le pas. Le 6 décembre, le ministère annonce 360 lycées bloqués en France par des amas de poubelles. Louis Boyard, 18 ans à l'époque, représentant de l'UNI, syndicat lycéen qui revendiquait 7 000 adhérents, se retrouve

propulsé sur tous les plateaux télé. «A partir du moment où on a appellé les lycéens à rejoindre les gilets jaunes, j'ai été invité partout. Je me suis retrouvé un peu porte-parole du mouvement du jour au lendemain. Ça m'a dépassé.» Le voilà convié, fissa, Rue de Grenelle, dans le cabinet du ministre. «Ils voulaient qu'on discute. J'ai répondu que des points de la réforme étaient à revoir.» Il sera reçu deux autres fois, coup sur coup, les 10 et 17 décembre. Puis, rideau. L'UNI ne sera plus conviée Rue de Grenelle pendant des mois.

La com du rectorat

Au même moment, en décembre 2018 donc, dans plusieurs académies, une même scène, étonnante, se répète. Des représentants lycéens, sortes de «superdélégués de classe» élus au Conseil académique de la vie lycéenne (CAVL), «une instance de dialogue entre lycéens et rectorat» (dixit le site du ministère), publient sur les réseaux sociaux des communiqués quasi identiques dans le ton et les mots employés,



Jean-Michel Blanquer entouré des membres du Conseil national de la vie lycéenne, le 5 avril 2019 Rue de Grenelle. Parmi eux, une dizaine de membres d'Avenir lycéen.
PHOTO PATRICK GELY / EPA

appelant les élèves à descendre de leurs barricades et à retourner en cours. Zoë Perochon-de-Jamet, 18 ans à l'époque, venait d'être élue au CAVL de Crétel : «C'était le tout début de notre mandat. Le rectorat nous a proposé d'écrire un communiqué pour apaiser le climat tendu. On se met d'accord avec les autres élus, on lit notre texte devant le rectorat lors d'une réunion, qui nous demande de l'envoyer juste pour corriger les fautes d'orthographe. Et là... le texte qu'on nous renvoie est tout réécrit, avec une opposition ferme aux blocus, ce qui n'est pas du tout l'idée initiale!» Sur WhatsApp, son interlocutrice à l'académie lui répond avec autorité : «Nous avons repris le communiqué avec la com du rectorat. C'est ce texte qui devra être énoncé.» Dans l'académie d'Orléans-Tours, Teddy Wattebled, 17 ans à l'époque, raconte la même chose : «Le rectorat nous a proposé d'écrire un communiqué. Sur le moment, je n'ai pas vu le problème. Je venais d'être élue, je ne savais pas exactement quel était mon rôle.» Ayant lui-

même organisé la mobilisation dans son lycée, et militant à l'époque au Mouvement des jeunes communistes de France, il se lance dans un exercice d'équilibrisme : «Plusieurs lycées ont adopté un mode de manifestation pacifiste devant leurs lycées, et c'est ce que nous encourageons aujourd'hui. [...] Nous espérons de tout cœur que cette semaine sera marquée par un retour au calme, et non nécessairement par un arrêt des manifestations. Nous ne sommes pas mieux entendus lorsqu'il y a de la casse, bien au contraire, les revendications sont discréditées par l'Etat», écrit-il. Le rectorat lui répond, comme un prof qui corrige un élève : «Bravo pour ta volonté de bien faire. J'ai lu attentivement ta tribune. Hélas elle comporte à mon avis de très grandes maladresses et ne peut pas dans l'état être relayée par le CAVL. Tu pourras lire toutes les annotations que j'ai portées.» Confus et pantalo, Teddy Wattebled s'exécute, en s'assoyant sur ses convictions. «Plusieurs lycées ont adopté un mode de

manifestation pacifiste devant leurs lycées, bien que cette méthode soit plus appropriée, elle n'en reste pas moins illégale, le droit de grève n'étant pas reconnu pour les lycéens», écrit-il finalement.

Réseaux sociaux et hashtag

Le 9 décembre, nouveau conseil du rectorat sur sa boîte mail. Cette fois, le fonctionnaire de l'Education nationale lui explique comment rédiger ses messages sur les réseaux sociaux et quel hashtag utiliser. Un cours de community manager en somme : «Un #avenirlyceen a été créé par d'anciens élus CNVL et CAVL. Je vous propose de le mentionner chaque fois que vous communiquez sur la vie lycéenne.» Rien que d'y repenser, Teddy Wattebled en est malade. «Ils nous ont instrumentalisés en tant qu'élus lycéens. Evidemment que je l'ai fait, j'ai mis ce hashtag partout sans me poser de question. A l'époque, je n'avais jamais entendu parler d'Avenir lycéen. Je n'ai découvert ce syndicat que bien après!»

Quand il comprend des mois plus tard, il supprime un à un tous ses messages sur les réseaux. Comment Teddy Wattebled aurait-il pu savoir? Le 9 décembre, quand le rectorat le «conseille» sur ses tweets et posts Facebook, l'association Avenir lycéen n'existe pas encore. Les statuts, que nous nous sommes procurés, n'ont été déposés en préfecture que trois jours après, le 12 dé-

embre. Qui a soufflé à l'oreille du rectorat qu'il serait bien utile de mentionner ce hashtag, qui tournait déjà sur les publications de quelques jeunes et dans les réseaux des jeunes macronistes? Difficile de croire que ce fonctionnaire du rectorat ait pris cette initiative seul dans son bureau. Alors, d'où venait l'ordre?

Clairanne Dufour, l'une des fondatrices d'Avenir lycéen, répond d'un sourire, tellement, pour elle, c'est une évidence. A l'époque, elle aussi est une jeune élue du CAVL dans l'académie de Grenoble. Nathan Monteux, «un grand» à qui elle succède à ce poste, la prend vite sous son aile. Alors que les journées de blocus s'enchaînent, il lui explique que c'est lui qui a créé le hashtag #avenirlyceen, avec deux potes, Maxence Duprez et Marc-Olivier Lise, tous deux élus dans des CAVL l'année précédente. Le trio a noué au cours de son mandat des contacts étroits avec le ministère. Et d'ailleurs, Maxence Duprez dit régulièrement en échangeant régulièrement en tant qu'ancien élue Suite page 4